

Fermeture du collège du Val de Vire : "Il faut contacter le préfet"

Face aux soucis de sécurité qu'engendreraient la fusion des collèges du Val de Vire et Maupas en septembre 2024, il a été demandé de contacter le préfet du Calvados.



Le collectif a expliqué que le dialogue était totalement rompu avec le département du calvados qui ne répondait plus à leurs mails.

Un an ! Cela fait un an que l'annonce de la fermeture du collège du Val de Vire met le feu au sein de l'équipe municipale. Jeudi 26 octobre 2023, une fois encore les enseignants et parents sont venus interpellier vivement les élus, comme tous les mois. Nicole Desmottes, qui présidait la séance en l'absence du maire souffrant, a bien tenté de stopper le débat en début de soirée, mais sans succès.

[Dernier conseil municipal de 2022 : le maire explique sa position dans l'affaire du collège du Val de Vire](#)

Il a tout de suite été question d'une réunion entre élus au sujet de la sécurisation des abords du collège Maupas. Les contestataires voulant en savoir plus. "C'était une réunion intermédiaire, contrairement à ce que je pensais, il n'y pas d'éléments finalisés. Je vous promets que je vous transmettrai les éléments dès que je les aurais", a noté Nicolle Desmottes. Une réponse qui n'a pas calmé le jeu.



Un nouveau débat sur la sécurité aux abords du collège Maupas de Vire Normandie a été ouvert.

Régis Picot fermement interpellé sur sa capacité à agir a pris le micro :

"Notre groupe a été mis à l'écart ces dernières semaines sur ce sujet. À partir de lundi, Nicolle Desmottes s'est engagée à réaliser un travail commun". La minorité a également été tenue à l'écart du sujet.

Pourtant, il semblerait que les aménagements nécessaires pour garantir la sécurité des collégiens et des riverains aux abords du collège Maupas soient irréalisables pour septembre 2024. Nathalie Michaux a demandé : "que faites-vous concrètement pour que la machine qui est en route s'arrête ? Est-ce que le préfet est au courant que la sécurité ne sera pas assurée en septembre prochain ? Il faut le contacter".

[L'adjointe évincée réintègre le conseil et retire sa plainte contre le maire de Vire Normandie](#)

Régis Picot est allé dans ce sens :

"On songe effectivement à alerter l'Etat sur les conditions d'accueil des collégiens".

Serge Couasnon a quant à lui regretté que le dialogue soit complètement interrompu avec le département et proposé de contacter la sénatrice, Sonia De La Provôté.